



AFRIQUE/SOUDAN DU SUD - 16.000 rapatriés en danger à cause du manque de fonds des organisations humanitaires

Juba (Agence Fides) – Plus de 16.000 rapatriés sud-soudanais bloqués dans l'Etat du Haut Nil sont en danger après que l'Organisation internationale pour les Migrations ait annoncé son intention de suspendre les opérations les deux prochains mois à cause du manque de fonds.

Selon le site Sudan Tribune, l'OIM, avant de faire cette annonce, avait organisé un convoi de péniches parti de la ville de Renk en direction de Juba, capitale du Soudan du Sud. A bord, se trouvaient plus de 2.500 rapatriés particulièrement vulnérables, qui se trouvaient bloqués depuis des mois dans l'Etat du Haut Nil. L'OIM affirme que la plus grande partie des rapatriés s'est rendue à Renk à cause de l'insécurité régnant le long de la frontière avec le Soudan au début de cette année et du fait du début de la saison des pluies. Selon l'organisation, ces personnes ont besoin d'une aide urgente afin de retourner dans leurs diverses zones d'origine.

« Avec plus de 20.000 rapatriés au Soudan du Sud, la majorité desquels à Renk où toutes les voies de communication à l'exception du Nil sont bloquées, il est fondamental de lancer une opération de transport d'urgence si nous voulons éviter de multiples crises humanitaires dans les lieux de transit » affirme Vincent Houver, chef de la mission de l'OIM au Soudan du Sud.

Dans une déclaration au Sudan Tribune, l'OIM affirme cependant que son appel visant à recueillir plus de 45 millions de dollars afin de fournir de l'assistance aux rapatriés encore en difficulté notamment au travers de la fourniture de transport et d'assistance médicale, a été financé seulement à hauteur de 12% de la somme demandée : manquent donc à l'appel plus de 40 millions de dollars.

En outre, la saison des pluies a gravement fait obstacle au transport par route, laissant des milliers de rapatriés bloqués à Renk.

Depuis le début de l'année, on estime à 116.000 le nombre de personnes revenues au Soudan du Sud en provenance du Soudan voisin. Après l'indépendance du Soudan du Sud, les autorités de Khartoum ont en effet décidé d'expulser les citoyens originaires du nouvel Etat.

Au cours de la dernière année, l'OIM a indiqué avoir assisté au rapatriement de 50.000 personnes en utilisant des péniches, des barques, des autobus, des trains et des avions pour les conduire à leurs destinations finales. (L.M.) (Agence Fides 11/08/2012)